

# Énergie à Madagascar : le mirage du redressement et la mécanique de la dépendance

18/07/25

La trajectoire énergétique de Madagascar se lit comme une parabole du XXI<sup>e</sup> siècle africain : un pays riche de soleil, d'eau et de vent mais dont la majorité de la population vit toujours dans l'obscurité. À peine 6 % des ménages ruraux disposent d'un accès à l'électricité. Dans les villes, les coupures sont devenues la norme. Et au centre de cette dissonance se trouve une entreprise nationale, la JIRAMA, à la fois pilier historique et symbole de la faillite d'un modèle.

En 2025, un plan de redressement<sup>1</sup> est proposé. Il est structuré, chiffré, prudent. Il ambitionne de ramener le déficit opérationnel de la JIRAMA de -1 070 milliards MGA à un équilibre en 2028. Il mise sur les énergies renouvelables, l'optimisation des pertes, la restructuration de la dette et la contribution du secteur privé. Mais derrière les colonnes Excel se dessine une autre réalité. Celle d'un pays qui ne maîtrise plus son secteur énergétique, et qui court le risque de céder un peu plus de sa souveraineté à chaque kilowatt-heure injecté.

## Méthode ICECAP

### Partie visible : déficits, coupures, précarité énergétique

L'analyse croisée des documents « Comprendre la situation énergétique de Madagascar<sup>2</sup> », « L'architecture de la dépendance<sup>3</sup> » et « Cartographie économique des communautés<sup>4</sup> » met, en effet, en lumière un paysage énergétique affaibli sur toute la ligne. En 2023, seulement 33 % des Malgaches ont accès à l'électricité, avec une couverture rurale inférieure à 6 % (Dossier Énergie, Diapason<sup>5</sup>). Le réseau national présente plus de 30 % de pertes techniques et commerciales, tandis que la production publique (par la JIRAMA elle-même) ne représente plus que 28 % du total injecté. Le reste provient d'acteurs privés (IPP<sup>6</sup>), qui imposent leurs conditions.

Données clés (extraits des 3 dossiers)

Indicateur	Valeur	Source
Taux d'accès à l'électricité (2023)	<b>33 % national</b> - 6 % en zone rurale	Dossier Énergie
Part du fioul lourd et diesel dans le mix	<b>+70 %</b>	Dossier Énergie

<sup>1</sup> <https://www.jirama.mg/plan-de-redressement-financier-2025-2028-jirama/>

<sup>2</sup> <https://www.diapason.mg/comprendre-la-situation-energetique-de-madagascar/>

<sup>3</sup> <https://www.diapason.mg/65-ans-apres-larchitecture-de-la-dependance-article/>

<sup>4</sup> <https://www.diapason.mg/cartographie-economique-des-communautes-une-nation-des-visages/>

<sup>5</sup> <https://www.diapason.mg/dossier-energie-comprendre-la-situation-energetique-de-madagascar/>

<sup>6</sup> IPP (Independent Power Producer) ou Producteur Indépendant d'Électricité

Indicateur	Valeur	Source
Subventions à la JIRAMA (2024)	<b>+1000 Mds MGA</b> (~200 M\$)	Dossier Énergie
Dette cumulée de la JIRAMA	<b>&gt;2700 Mds MGA</b>	Plan JIRAMA
Production publique (JIRAMA)	<b>&lt;30 %</b>	Dossier Énergie
Part du privé (IPP) dans la production	<b>&gt;60 %</b> , en croissance	Dossier Énergie
Fournisseurs de carburant	<b>Jovena, Galana, Total, Vivo</b>	Dossier Énergie, Cartographie
Nombre de groupes électrogènes importés (2022–2024)	<b>&gt;500</b> (estimation non officielle)	Cartographie
Contribution des IPP solaires (2024)	<b>&lt;5 %</b> du mix, mais en forte progression	Dossier Énergie

Les chiffres sont têtus, implacables. En 2024, l'État malgache a dû allouer plus de 1 000 milliards MGA en subventions à la JIRAMA (environ 200 millions USD). Et malgré cela, les délestages continuent, les groupes électrogènes pullulent, et les factures ne cessent d'augmenter. La dette cumulée de la JIRAMA dépasse 2 700 milliards MGA. L'État doit des centaines de milliards à ses fournisseurs de fioul. Mais le service ne s'améliore pas.

### Partie invisible : captation silencieuse, dépendance chronique

Le plan de redressement JIRAMA présente un volet technique rassurant : passage au solaire, batteries, récupération des pertes. Mais il ignore les causes systémiques : contrats déséquilibrés, régulation absente, gouvernance opaque.

L'énergie, dans un pays sans capital public suffisant, devient une rente. Une rente non pas captée par l'État, mais par une minorité d'acteurs économiques puissants, souvent transnationaux. Les producteurs privés vendent l'électricité à plus de 25 centimes d'euro le kWh à la JIRAMA, qui la revend à perte. Le modèle "take-or-pay"<sup>7</sup> oblige l'État à acheter même l'énergie non consommée. Cette logique n'est pas propre à Madagascar, mais elle y atteint un niveau critique, en l'absence de régulateur réellement indépendant.

La dépendance ne s'arrête pas à la production. Les infrastructures logistiques, les stocks de carburant, les systèmes de maintenance sont eux aussi aux mains d'acteurs privés. Et ce sont ces mêmes groupes qui bénéficient des marchés de construction, des garanties de paiement, et d'un cadre fiscal peu contraignant.

### Source primaire : choix politiques sans rupture

Le cœur du problème réside dans un choix de gouvernance. Celui de déléguer sans cadrer, de rechercher l'efficacité sans exiger de contrepartie stratégique. Les documents de Diapason parlent d'une "fusion des intérêts publics et privés" : lorsque l'État devient dépendant de ses créanciers énergétiques, il devient un simple facilitateur.

<sup>7</sup> Une clause "take-or-pay" est une disposition contractuelle dans laquelle l'acheteur s'engage à payer un fournisseur, qu'il consomme ou non le produit ou service fourni.

## *Le système énergétique comme matrice de la dépendance*

Le Dossier “Architecture de la dépendance” montre que Madagascar est pris dans un cercle vicieux :

Faible production publique → recours au privé → dette publique → perte d’autonomie → reconduction du système.

Le système énergétique en est l’archétype :

- L’État achète de l’électricité à prix élevé (souvent >25 c€/kWh) à des producteurs privés (IPP).
- Il revend cette énergie en dessous du coût réel pour éviter des révoltes sociales → déficit structurel.
- La JIRAMA devient dépendante des fournisseurs de carburant (Jovena, Galana), eux-mêmes créanciers par ailleurs de l’État.

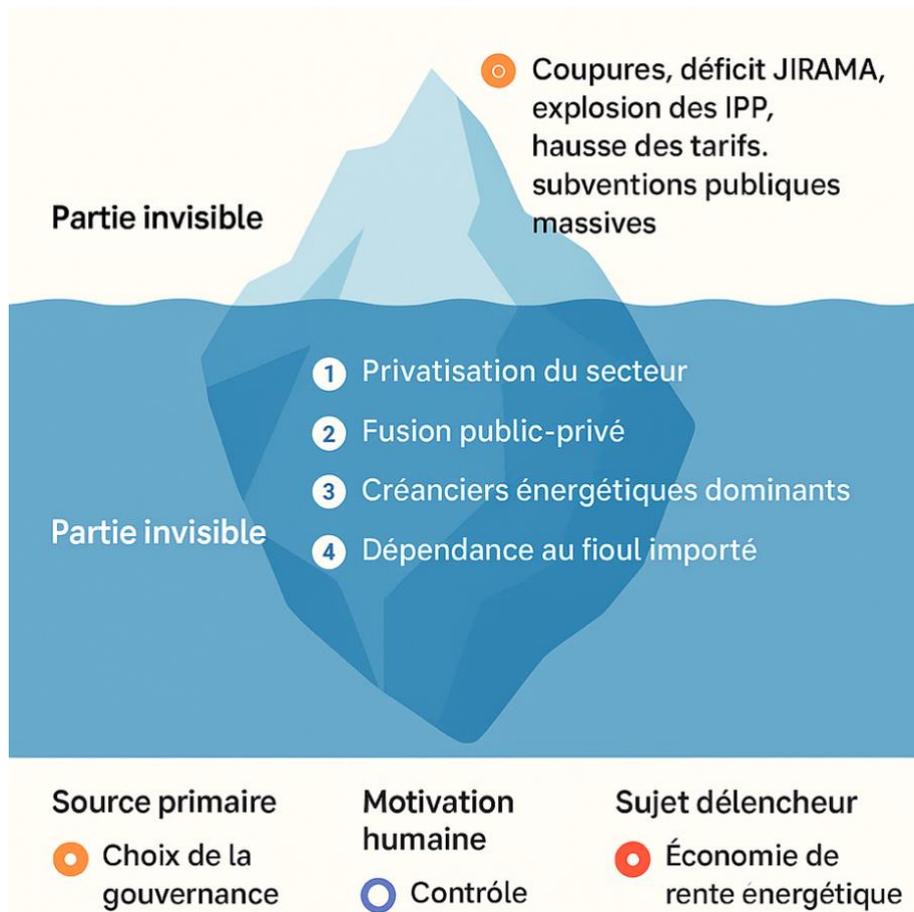
Exemple concret : en 2023, la JIRAMA doit encore **plusieurs centaines de milliards d’ariary** à ses fournisseurs de fioul lourd. Cela donne à ces groupes une **influence silencieuse**, comparable à celle des banquiers du Moyen Âge sur les États endettés.

### **Motivation : le contrôle par la rente**

Ce qui motive la consolidation d’un tel système n’est pas nécessairement la recherche du chaos, mais le contrôle par la rente. Le contrôle des flux financiers, logistiques et politiques devient plus puissant que le contrôle administratif. Celui qui vend du carburant à un État incapable de payer, qui construit ses centrales, qui impose ses clauses contractuelles, contrôle plus que l’exécutif lui-même. Ce pouvoir, parce qu’il ne passe pas par les urnes, est encore plus Dangereux.

### **Sujet déclencheur : économie de rente énergétique**

L’énergie est ici plus qu’un bien stratégique. Elle est la condition de possibilité de toute activité économique. Elle transforme l’économie réelle, mais elle est elle-même transformée en économie de rente. À Madagascar, le fioul et l’électricité n’alimentent pas seulement les usines et les foyers, ils alimentent des structures de pouvoir. Et cette centralité énergétique est captée par des intérêts minoritaires, nationaux ou transnationaux, qui structurent la dépendance.



Points COMMUNS

Élément	Plan JIRAMA (2025–2028)	Dossier Énergie – Diapason
<b>Diagnostic</b>	Dépendance massive au thermique, pertes techniques, dettes colossales, mauvaise qualité de service	Dépendance au fioul importé, gouvernance opaque, échec des objectifs d'électrification
<b>Causes structurelles</b>	Infrastructures vétustes, contrats IPP ruineux, manque de recouvrement, mauvaise gestion interne	Gouvernance défaillante, clientélisme, conflits d'intérêts, absence de vision stratégique
<b>Solutions envisagées</b>	Redressement financier progressif : solaire + batteries, ajustements tarifaires, réduction des pertes, restructuration RH	Réforme profonde du secteur, recentrage public sur les missions d'intérêt général, contrôle citoyen des flux énergétiques
<b>Rôle du privé</b>	Appel au privé (IPP) pour la production renouvelable + mécanismes de garantie	Mise en garde contre la délégation excessive à des intérêts privés non contrôlés
<b>Engagements internationaux</b>	Pacte énergétique M300 (85% de renouvelables d'ici 2030, 100 000 connexions/an)	Critique de la dépendance aux bailleurs et de la perte de souveraineté énergétique

## Approches DIFFÉRENTES

Aspect	Plan JIRAMA	Dossier Diapason
<b>Temporalité</b>	Horizon court-moyen terme (2025–2028), basé sur scénarios réalistes ou optimistes	Vision structurelle de long terme (souveraineté, rupture systémique)
<b>Mode d'analyse</b>	Gestion opérationnelle + financière (GAP, EBITDA, dette, CSP...)	Analyse politique, systémique et institutionnelle (ICECAP, SCOR, gouvernance)
<b>Vision de la solution</b>	Optimisation technique et financière des processus internes	Refonte politique du secteur et du rôle de l'État
<b>Place des citoyens</b>	Clients à qui on demande de payer plus pour un meilleur service	Usagers, citoyens et contribuables spoliés ; appel à leur responsabilisation et à leur mobilisation

## Tenants et aboutissants du plan de redressement JIRAMA

### Intentions positives

- Reconnaissance des faiblesses structurelles (pertes, déficit, surcoût thermique, contrats déséquilibrés)
- Plan cohérent dans son cadre : mise en œuvre d'un mix énergétique renouvelable (solaire + batteries), restructuration de la dette, renforcement du recouvrement.
- Réduction projetée du GAP : de -1 070 Mds MGA (2024) à -418 Mds (scénario de base) ou +31 Mds (scénario optimiste) en 2028.

### Limites fondamentales

- Le cœur du problème (gouvernance opaque, conflits d'intérêts) n'est pas traité.
- Le modèle IPP reste central, alors que ce modèle est précisément une source d'endettement chronique (ex : clauses "take-or-pay").
- Ajustements tarifaires sans transformation structurelle réelle : les hausses tarifaires sont exigées alors que le service reste dégradé.
- Aucune réforme institutionnelle de l'ARELEC<sup>8</sup>, ORE<sup>9</sup> ou de la régulation réelle du secteur.

### Risques

- Le redressement reste techno-financier, sans traitement politique du problème.
- Risque d'un "cache-misère" budgétaire : injection temporaire de fonds publics sans transformation profonde → cercle vicieux reconduit.
- Privatisation déguisée à travers l'appel massif au privé avec garanties de paiement par l'État.

<sup>8</sup> Autorité de Régulation de l'Électricité à Madagascar

<sup>9</sup> Office de Régulation de l'Électricité

## Le risque de capture de l'État

L'article « Cartographie... » le dit sans détour : « *Ce sont les détenteurs de l'infrastructure, les propriétaires du carburant, qui assurent le minimum vital de fonctionnement du pays. L'État, devenu leur débiteur, entre dans une relation de dépendance silencieuse mais réelle.* »

Ce qui se joue, c'est :

- La transformation d'une minorité économique en puissance politique de fait ;
- La création d'un État délégué : faible, endetté, client d'un réseau privé local et international.

## Ce que cela implique pour l'avenir de l'économie malgache

### Conséquences directes

Effet	Explication
Perte de souveraineté économique	L'État ne contrôle ni la production ni les prix ni les infrastructures critiques.
Concentration de la richesse	Contrôle les secteurs clés (énergie, finance, transport) par une minorité influente.
Faible redistribution	Les grands groupes ont des circuits d'optimisation fiscale, et l'impôt réel sur la rente énergétique est très faible.
Dissuasion des contre-pouvoirs	Faible rôle du parlement, de la société civile ou de la presse face aux grands conglomérats.
Risque systémique	Si un seul groupe (ex : fournisseur de carburant) se retire, le système s'effondre.

### Comment se prémunir d'une prise de pouvoir économique par cette minorité ?

Le croisement des trois documents révèle une cartographie de pouvoir économique concentrée, notamment dans l'énergie. Ces acteurs sont à la fois producteurs, vendeurs, créanciers et négociateurs. Ils tiennent les robinets de l'énergie et bientôt ceux de la dette souveraine.

### Réformes structurelles

- Réforme de la gouvernance énergétique : retour du contrôle public sur le mix et la tarification.
- Moratoire sur les nouveaux contrats IPP sans régulation.
- Nationalisation stratégique partielle des infrastructures critiques (réseaux, barrages, centrales-clés).

### Fiscalité équitable

- Taxe exceptionnelle sur les rentes énergétiques
- Impôt minimum obligatoire pour les grands groupes
- Création d'un Fonds Souverain Énergétique pour l'investissement public

## Souveraineté citoyenne

- Droit de regard citoyen sur les contrats énergétiques
- Création d'un Observatoire indépendant de la dette publique et des concessions
- Formation des élus à la négociation énergétique stratégique

## Narratif et représentation

- Redonner visibilité aux entrepreneurs malgaches issus de la majorité
- Revaloriser la souveraineté énergétique comme levier d'émancipation nationale
- Produire un récit public sur les risques de dépendance

## Contribution privée : oui, mais pas sans garde-fous

Faut-il rejeter la contribution du secteur privé ? Non. Elle est indispensable. Les investissements publics ne suffisent pas. Les capacités techniques sont rares. Mais ce partenariat ne doit pas devenir une vassalisation. Il faut dépasser l'alternative fautive entre :

- « **Ouvrir aux privés** », ce qui mènerait à la prédation ;
- **Ou "fermer le secteur"**, ce qui mènerait à la stagnation.

L'objectif n'est pas de bloquer les avancées technologiques ni d'exclure les acteurs privés, mais d'assurer que Madagascar reste maître de sa destinée énergétique.

Ce que le privé peut apporter :

- Des investissements rapides dans le solaire, les mini-réseaux, les batteries.
- Un savoir-faire technologique et opérationnel.
- Un allègement des coûts de l'État, s'il est bien négocié.

Mais pour cela, des garde-fous sont impératifs :

1. **Clauses de souveraineté énergétique** dans chaque contrat.
2. **Encadrement strict du retour sur investissement** (maximum 8 %<sup>10</sup>).
3. **Création d'un fonds souverain public-privé**, avec gouvernance mixte.
4. **Régulation indépendante**, protégée du pouvoir politique.
5. **Transparence intégrale** des contrats, subventions et dettes.

## Aspirations et points de vigilance

Ce que nous devons favoriser	Ce que nous devons éviter
Modernisation énergétique	Rente captée par une minorité
Partenariat encadré	Privatisation déguisée
Transfert de compétences	Maintien de la dépendance

<sup>10</sup> L'IFC (International Finance Corporation) recommande, dans ses outils d'analyse des PPA (Power Purchase Agreements), un taux de retour sur investissement (IRR) compris entre 8 % et 10 % pour les projets de production d'électricité à faible risque (par exemple, solaire avec garanties publiques).

Ce que nous devons favoriser	Ce que nous devons éviter
Cadre fiscal équitable	Optimisation fiscale opaque
Accès universel à l'énergie	Sélectivité territoriale rentable

## Quelles perspectives pour une sortie durable de la dépendance ?

L'analyse montre que l'énergie est devenue le nerf de la souveraineté. Que les institutions de régulation sont trop faibles. Que l'État, en continuant de fuir le débat sur la propriété réelle des infrastructures, se condamne à l'impuissance.

La solution ne viendra pas d'un plan de redressement technique, mais d'une réappropriation politique et citoyenne de la stratégie énergétique. Cela implique un changement de doctrine : l'énergie n'est pas une marchandise comme une autre. C'est un pilier de l'État moderne. Et celui qui la contrôle, contrôle la transformation du pays.

### SYNTHÈSE DIAPASON vs JIRAMA

Type de plan	Plan JIRAMA	Dossier Énergie - Diapason
Nature	Plan d'optimisation financière et technique de l'opérateur national	Analyse systémique critique du modèle énergétique malgache
Portée	Court/moyen terme (2025-2028)	Moyen/long terme (rupture + souveraineté)
Point fort	Plan concret, structuré, chiffré avec indicateurs	Lecture politique des blocages + grille de transformation radicale
Point faible	Évite les questions de gouvernance et de captation	N'a pas encore de traduction opérationnelle budgétée

## Conclusion

« L'économie, c'est la transformation de l'énergie. Celui qui détient l'énergie, contrôle l'économie. »

L'investissement privé et l'innovation technologique peuvent jouer un rôle décisif dans la modernisation du secteur énergétique malgache. A condition que ces dynamiques s'inscrivent dans un cadre institutionnel clair, équitable et orienté vers l'intérêt collectif.

Le redressement durable ne pourra reposer uniquement sur des simulations financières ou des projections d'investissements. Il nécessitera aussi une réflexion collective sur les choix de gouvernance, les mécanismes de contrôle, et la capacité de l'État à préserver ses fonctions stratégiques et surtout régaliennes.

L'énergie n'est pas seulement une question de production. Elle est aussi une question de souveraineté. Et c'est à travers une appropriation maîtrisée de cette dimension que pourra émerger un modèle plus équilibré, plus résilient et plus juste.

## Rédaction - Diapason